

La logique de l'Etat chez Bakounine

Felipe Corrêa

Felipe Corrêa est professeur d'université, chercheur et éditeur. Il est également coordinateur de l'Institut de théorie et d'histoire anarchistes (ITHA), éditeur de Faisca Publicações Libertárias et militant de la Organização Socialista Libertária (OSL). Il se consacre à la recherche sur la théorie politique anarchiste et ses livres les plus importants comprennent *Liberdade ou Morte: teoria e prática de Mikhail Bakounin* (Faisca/ITHA, 2019); *Bandeira Negra: rediscutindo o anarquismo* (Prismas, 2015); *Teoria e História do Anarquismo* (org., Prismas, 2015); *Teoria Bakouniniana do Estado* (Intermezzo/Imaginário, 2014); *Ideologia e Estratégia: anarquismo, movimentos sociais e poder popular* (Faisca, 2011).

* * * * *

Ce texte aborde la logique de l'État chez Mikhaïl Bakounine, dans sa période anarchiste, à partir d'une approche immanente qui suit ses présupposés théoriques et méthodologiques et ses priorités en vue de comprendre cet objet.

Aborder la période anarchiste de Bakounine implique d'adopter une sélection temporelle appropriée de ses écrits. Selon René Berthier (2008, p. 6), la “période anarchiste proprement dite” de Bakounine se situe entre 1868 et 1876. Son passage à l'anarchisme se conclut par l'adhésion à l'Association internationale des travailleurs (AIT), ou Première Internationale, et par la fondation de l'Alliance de la démocratie socialiste (ADS).

La “logique de l'État chez Bakounine” présentée ici aborde des éléments de sa théorie anarchiste de l'État, développée à partir de 1868. Cette analyse se fonde principalement sur *Étatisme et anarchie*, de 1873¹ — l'un des écrits les plus importants de l'auteur — et est complétée, le cas échéant, par d'autres textes et commentaires. Pour compléter la bibliographie de Bakounine, nous considérons ses écrits de la période anarchiste ainsi que *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, rédigé entre 1867 et 1868 et qui marque sa transition vers l'anarchisme ; en ce qui concerne la théorie de

1 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, éditions Champ libre, vol. IV.

l'État, le présent écrit aborde des aspects décisifs qui seront approfondis dans les années suivantes.

Pour mener à bien cette approche immanente de l'objet, il faut avoir une compréhension générale du cadre de référence auquel Bakounine eut recours — qu'il appelait le “matérialisme scientifique” — pour analyser la société en général et l'État en particulier. (Cf. Berthier, 2012) Cet ensemble de méthodes d'analyse et de théories sociales offre des éléments pour aborder correctement la relation entre l'Etat et la société et pour observer que l'Etat fait partie d'une dynamique sociale plus large.

Bakounine reconnaît que “les idéalistes ont tort et seuls les matérialistes ont raison” car “les faits priment les idées”², et propose ainsi d'abandonner les lectures métaphysiques et théologiques de la réalité et de chercher à la comprendre à partir de ses fondements matériels, de l'homme réel, de l'être vivant dans sa globalité. Par matière, Bakounine entend “la totalité, toute l'échelle des êtres réels, connus et inconnus, depuis les corps organiques les plus simples jusqu'à la constitution et au fonctionnement du cerveau du plus grand génie”.³ L'homme et ses relations, considérés dans cette perspective matérialiste, ne peuvent être considérés comme le résultat d'une intervention divine ou même d'un mouvement de pure conscience; ils donc être compris à partir de leurs fondements matériels. Le fondement réel de l'homme, affirme l'auteur, sa condition d'existence, reposent sur la nécessité d'assurer les moyens de son existence et de la reproduire. Ainsi, l'économie, l'organisation sociale des moyens pour assurer les besoins naturels de l'existence et la reproduction matérielle des hommes, devient centrale et déterminante.

Selon Bakounine, “Marx [...] a établi comme principe que toutes les évolutions politiques, religieuses et juridiques dans l'histoire sont, non les causes, mais les effets des évolutions économiques. C'est une grande et féconde pensée”.⁴ Cependant, ce principe “est profondément vrai lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire d'un point de vue relatif”⁵ puisque les phénomènes politiques, y compris l'État, ainsi que les phénomènes culturels, une fois donnés, sont en mesure de déterminer l'économie dans un processus dialectique et donc dynamique. Bakounine

2 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Éditions Stock, III, p.18

3 Bakounine, Réponse d'un International à Mazzini, Éditions Stock, VI, 1913,

4 Bakounine, Lettre aux frères de l'Alliance en Espagne 1872), *Œuvres*, Texte établi par James Guillaume, P.-V. Éditions Stock (Bibliothèque sociologique, N° 38), 1907, Tome II (p. v-lxiii). Aussi: Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, vol.IV, 437

5 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Avertissement, Éditions Stock, III, p. 4.

considère qu'il est fondamental de prendre en compte "la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique".⁶ Discutant de la dialectique entre économie et politique, l'auteur poursuit : s'il est vrai que "la misère produit l'esclavage politique, l'État", "l'esclavage politique, l'État [...] reproduit et conserve la misère, comme condition de son existence". Et ce n'est pas seulement cette capacité d'action de l'État qui est remarquable, mais aussi le fait qu'il a ses propres caractéristiques et dynamiques, qui ne peuvent pas être réduites à une dynamique sociale avec une base structurelle économique.

Par ailleurs, dans les explications qu'il donne sur la société, qu'elles soient théoriques ou historiques, l'auteur considère que les classes sociales et la lutte des classes constituent des aspects fondamentaux.⁷ A travers une théorie des classes sociales, que nous expliciterons plus loin, Bakounine souligne que dans la société moderne, "la différence entre les classes est néanmoins très marquée" et affirme qu'une "minorité comparativement fort restreinte de citoyens privilégiés" s'oppose à une majorité de travailleurs des villes et des campagnes, condamnés au "travail forcé (par la faim)", constituant un processus de lutte des classes.⁸

Ainsi, analyser l'État en tenant compte du matérialisme scientifique bakouninien exige non seulement d'abandonner les positions théologiques, métaphysiques et abstraites en général, mais aussi de relier l'État, dans une perspective matérialiste, à la totalité sociale, à la société civile en général et aux classes sociales en particulier. Même si nous reconnaissons la centralité de l'économie, nous devons également reconnaître la dialectique entre celle-ci et les autres sphères sociales, qui ont la capacité de la déterminer. Il faut aussi considérer qu'il y a des aspects de l'État qui sont irréductibles à la structure économique de la société. Cette approche rejette le déterminisme économique vulgaire et réconcilie l'économie, la politique et la culture, ainsi que la structure sociale et l'action humaine.

Analyser l'Etat selon les priorités établies par l'auteur implique également de privilégier l'approche logique de cet objet. Comme le souligne Berthier (2001, pp. 3-4), Bakounine présente sa théorie de l'Etat selon deux perspectives différentes, l'une historique et l'autre logique: "il y a, en réalité, deux registres à partir desquels on aborde la question de l'Etat : le registre

6 Bakounine, Lettre au journal *La Liberté*, Éditions Stock IV, p. 178.

7 Dans une étude comme *Étatisme et Anarchie* (Bakounin, 2003a), par exemple, qui compte un peu plus de 250 pages, Bakounine utilise les classes sociales nominalement plus de 30 fois; elles constituent sans aucun doute l'une des catégories d'analyse les plus pertinentes de l'auteur dans cette œuvre et dans d'autres

8 *Fédéralisme, socialisme, antithéologisme*, Éditions Stock, I, p. 24.

historique [...] et le registre logique”. Bien que complémentaires, ces perspectives — historique et logique, film et photo, diachronique et synchronique — sont distinctes, car la conformation historique d'un phénomène n'explique pas entièrement son fonctionnement logique. Conformément à la priorité établie par Bakounine, qui, lorsqu'il parle de l'État, “ne se préoccupe pas tant de situer l'événement dans le temps”, mais surtout de comprendre “le processus”, ce texte étudie cette explication procédurale et logique de l'État.

Selon Jean-Cristophe Angaut (2005, p. 435), la théorie de l'État de Bakounine a commencé à se développer en analysant l'État russe dans les années 1840 et 1850, alors que l'auteur n'était pas encore anarchiste. Cependant, c'est au cours des années 1860, surtout pendant sa période anarchiste, qu'il a développé une théorie générale de l'État plus solide en analysant les phénomènes dans divers pays européens, et qui, en plus de contenir des réflexions sur des aspects généraux et particuliers, dispose de fondements capables de soutenir une caractérisation adéquate de l'État.

On peut dire que Bakounine définit l'État en termes de nature, de caractère et de fonction. Il concilie ainsi sa réflexion hégélienne de jeunesse sur la séparation-opposition entre l'État et la société civile avec le rôle de l'État dans la société de classes, qu'il conçoit plus tard comme le résultat de son passage au socialisme. Dans l'œuvre de Bakounine, l'État moderne, sous toutes ses formes ou régimes de gouvernement, est considéré comme un *instrument politique de domination de classe qui a une nature dominatrice, un caractère de classe et la fonction de garantir la domination de classe.*⁹

Cette thèse bakouninienne sera discutée ci-dessous à travers quatre arguments :

- 1.) La dynamique de l'Etat, dans ses différentes formes, est liée à différents types de domination, dans la sphère politique et ailleurs ;
- 2.) Les dominations étatiques s'exercent selon les intérêts des classes dominantes, la bureaucratie étant l'une de ces classes ;
- 3.) L'État et la bureaucratie ont tendance à se préserver, surtout si la domination au niveau systémique et structurel se persiste ;
- 4.) L'abolition de l'Etat est indispensable à l'instauration du socialisme et la garantie de l'émancipation populaire.

9 Bien que cette affirmation ressemble, à première vue, au concept répandu de l'État comme “le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre”, énoncé par Karl Marx et Friedrich Engels dans le *Manifeste communiste* (2010, p. 89), elle présente des différences fondamentales, qui impliquent non seulement des distinctions théoriques centrales avec le marxisme, mais aussi des ruptures stratégiques irréconciliables.

Il s'agit ici d'apporter des réponses à certaines questions. Même si établissons un lien entre l'Etat et la domination, comment expliquer le caractère dominateur de l'Etat ? Pourquoi l'État domine-t-il ? Même si nous établissons un lien entre l'État et les classes dominantes, comment définir et expliquer les classes sociales et la nature de classe de la domination de l'État ? Comment et pourquoi la dynamique de l'État contribue-t-elle à maintenir la domination des classes dans la société ? Quelles sont les implications stratégiques de cette analyse théorique ?

Accroissement de la force et domination de classe

La fonction de l'État, qui est de garantir la domination des classes, implique différents types de domination, ce qui signifie que l'État et la domination sont liés de manière permanente et inextricable : "Qui dit État dit nécessairement domination [...] voilà pourquoi nous sommes ennemis de l'État."¹⁰ Comprendre comment et pourquoi cette association directe entre l'État et la domination se produit nécessite toutefois une explication plus détaillée. Pour remplir sa fonction, l'État a besoin d'accroître en permanence sa puissance, principalement pour deux raisons : éviter d'être conquis ou dominé par d'autres États et être en mesure d'assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur du pays.

Pour Bakounine, le pouvoir politique de l'État tend à se concentrer et à rechercher l'hégémonie à travers la constitution d'empires ; il existe donc des similitudes entre la dynamique de l'État et celle du capital :

"La même concurrence qui, sur le terrain économique, écrase et englutit les petits, voire les moyens capitaux, établissements industriels, propriétés foncières et maisons de commerce au profit des gros capitaux, des grandes manufactures, propriétés foncières et maisons de commerce, écrase et englutit les petits et moyens États au profit des empires."¹¹

Si, sur le plan économique, le grand capital l'emporte sur le petit capital dans le processus de concurrence, tendant à se concentrer, en politique "tout État qui ne se contente pas d'exister sur le papier et par la grâce de ses voisins aussi longtemps qu'ils veulent bien le tolérer, mais qui veut être un État réel, souverain, indépendant, doit nécessairement être un État

10 Bakounine, *Étatisme et anarchie* Champ libre IV, p. 346

11 Bakounine, *Étatisme et anarchie* Champ libre, p. 235.

conquérant”. Dans le conflit international entre États-nations, l'Etat doit, pour maintenir sa souveraineté, conquérir ou au moins ne pas être conquis, afin de ne pas être soumis ou même qu'il disparaisse.

Afin de participer de manière adéquate à cette dynamique, les États doivent se renforcer militairement, en particulier par le biais d'armées, comme le dit Bakounine: “L'État moderne, par son essence même et les buts qu'il se fixe, est forcément un État militaire”, qui doit nécessairement “devenir un État conquérant; s'il ne se livre pas lui-même à la conquête, c'est lui qui sera conquis pour la simple raison que partout où la force existe, il faut qu'elle se montre ou qu'elle agisse”.¹² L'État moderne a besoin d'être grand et fort pour se protéger et s'imposer dans les relations internationales. De même que les initiatives capitalistes tendent au monopole, “l'État moderne, militaire par nécessité, porte en lui l'irrésistible aspiration à devenir un État universel”¹³ ; en d'autres termes, il tend à l'hégémonie généralisée.

Cependant, il est clair que tous les Etats n'ont pas cette vocation de conquête ou ne parviennent même pas à la mettre en œuvre. Si, d'une part, les grands et puissants Etats tendent à conquérir les petits, ces derniers n'ont d'autre choix que d'augmenter leurs forces de défense pour tenter d'éviter d'être conquis.¹⁴

Les conséquences de ce processus sont des conflits constants : “entre tous les États qui existent, les uns à côté des autres, la guerre est permanente et la paix n'est qu'une trêve”. (La tendance à la concentration du pouvoir politique et cette “vocation impérialiste” (Cappelletti, 1986, p. 222) de l'État moderne impliquent donc des conflits constants entre les États dans cette lutte pour la domination et la résistance nationale. Même les moments de paix ne signifient pas la fin de la domination.

Par ailleurs, Bakounine souligne la nécessité pour l'État moderne de maintenir l'ordre sur son propre territoire : “Pour maintenir l'ordre intérieur”, dit-il, “pour préserver son unité imposée par la contrainte”, l'État moderne a besoin non seulement “d'une grande armée”, mais aussi “d'une police, d'une innombrable bureaucratie”¹⁵. Dans des circonstances normales, l'ordre est préservé par les mécanismes mêmes de légitimation produits et renforcés, entre autres agents, par l'État lui-même. Lorsque cela ne suffit pas, la menace de la violence ou la violence elle-même déclenchée par l'État sous la forme de la répression prend le dessus et garantit le maintien du

12 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 211.

13 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 211.

14 Bakounine, “Le Principe de l'Etat”, *La Société nouvelle*, année 12, tome 2, https://fr.wikisource.org/wiki/Le_Principe_de_l%27Etat

15 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 251.

statu quo. Ces bras policiers, militaires et bureaucratiques de l'État agissent par des moyens plus ou moins violents, selon les circonstances, et leurs agents — policiers, militaires, dirigeants, juges — incarnent directement cette tâche, en contrôlant des populations entières et en veillant à ce que les aspects fondamentaux de la structure sociale ne soient pas mis en péril.

La préservation du *statu quo* implique directement le maintien des privilèges des classes dirigeantes. L'État non seulement garantit, mais fournit lui-même les conditions du monopole du pouvoir politique par la bureaucratie, qui jouit du privilège de prendre les décisions concernant les règles de fonctionnement de la société, la résolution des conflits, l'exécution des décisions, la coercition et la punition. Ce privilège est également lié aux avantages économiques dont jouit la bureaucratie. Bakounine affirme que l'État a pour "effet d'affermir directement et infailliblement les privilèges politiques et économiques de la minorité gouvernante et l'esclavage économique et politique des masses populaires."¹⁶ C'est aussi l'État qui garantit l'exploitation du travail par la soumission des masses, comme le souligne Bakounine lorsqu'il affirme que l'État moderne vise à organiser "à l'échelle la plus vaste, de l'exploitation du travail au profit du capital concentré dans un très petit nombre de mains". Parce que ce capital est "l'âme de tout Etat politique", notamment parce qu'il le finance, ce dernier "lui assure en retour le droit illimité d'exploiter le labeur du peuple".¹⁷ Les propriétaires des terres et des industries capitalistes se voient ainsi garantir leurs privilèges d'appropriation d'une partie du produit du travail des paysans, des ouvriers et des autres travailleurs. C'est ce qui caractérise la "vocation esclavagiste" de l'État moderne (Cappelletti, 1986, p. 223).

Selon Bakounine, la plus grande menace pour le maintien de l'ordre est la révolution sociale, car elle implique non seulement "l'abolition de toute exploitation et de toute oppression politique ou légale, gouvernementale ou administrative, c'est-à-dire l'abolition de toutes les classes au moyen de l'égalisation économique de tous les biens", mais aussi, et indispensablement, la destruction de son "dernier rempart, l'État".¹⁸ Ainsi, "d'une part, l'Etat, d'autre part, la révolution sociale",¹⁹ caractérisant une contradiction évidente entre les opprimés dans leur quête de la fin de la domination et des privilèges de classe et l'instrument politique qui les garantit.

Par conséquent, pour ne pas être conquis ou dominé par d'autres États et pour maintenir l'ordre interne, l'État moderne a besoin d'accroître en

16 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 313.

17 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 358.

18 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 240.

19 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 217.

permanence sa force. Ce faisant, il s'engage dans des conflits avec d'autres États et avec son propre peuple :

”tous les États, depuis qu’il en existe sur la terre, sont condamnés à une lutte perpétuelle : lutte contre leurs propres populations qu’ils oppriment et qu’ils ruinent, lutte contre tous les États étrangers, dont chacun n’est puissant qu’à condition que l’autre soit faible ; et comme ils ne peuvent se conserver dans cette lutte qu’en augmentant chaque jour leur puissance, tant à l’intérieur, contre leurs propres sujets, qu’à l’extérieur, contre les puissances voisines, — il en résulte que la loi suprême de l’État, c’est l’augmentation de sa puissance au détriment de la liberté intérieure et de la justice extérieure.”²⁰

Renforçant l’argument du besoin constant d’une force accrue, Bakounine réfléchit à la dynamique entre les forces sociales conflictuelles qui façonnent la société et affirme qu’il est de la nature de ces forces que les plus grandes s’imposent aux plus petites; de même, "il est dans la nature de toute puissance de ne point pouvoir souffrir ni de supérieure ni d’égale": "aucune puissance n’en souffre une autre que lorsqu’elle y est forcée, c’est-à-dire que lorsqu’elle se sent impuissante à la détruire ou à la renverser."²¹ Dans la dynamique de l’État, cela implique que si un État n’augmente pas de façon permanente sa force, d’autres États peuvent le faire, ainsi que les prolétaires, les paysans et les marginalisés ; Il y a donc un risque par rapport à sa puissance. Si l’État veut garantir cela, à l’extérieur comme à l’intérieur, et remplir ainsi sa fonction, il doit assurer un renforcement constant, sa plus grande garantie qu’il ne sera pas menacé par des facteurs externes ou internes.

Bakounine montre comment l’État moderne parvient à accroître sa puissance. La manière la plus appropriée d’y parvenir consiste à concilier ses vocations impérialiste et esclavagiste pour transformer la domination externe et interne en force sociale ; ces dominations constituent ses sources de pouvoir les plus pertinentes. Il existe au moins huit mécanismes qui permettent à un État de gagner du pouvoir et de l’accroître, que l’on peut reconnaître dans les analyses de Bakounine sur l’Allemagne, mais aussi sur d’autres États européens : extension du territoire, type de territoire,

20 Bakounine, *Les Ours de Berne et l’Ours de Saint-Petersbourg*, ([Œuvres](#), Texte établi par James Guillaume, P.-V. Stock, Tome II, pp. 61-62

21 Bakounine, "Le Principe de l’Etat", *La Société nouvelle*, année 12, tome 2, https://fr.wikisource.org/wiki/Le_Principe_de_l%27Etat

présence dans des “ territoires libres “, ressources financières, ressources organisationnelles et militaires, taille de la population, soutien de la population et les limites imposées à la participation politique de la population.

Compte tenu des arguments d'*Étatisme et anarchie*, il est possible de faire certaines déclarations sur ces mécanismes. Plus le territoire d'un État est vaste, plus sa force est grande, en raison de l'espace et des ressources qu'il peut utiliser, notamment la possibilité d'exploiter des mines et d'autres ressources naturelles, l'espace pour les industries, l'agriculture, le bétail, le logement, etc. Les conquêtes sont des outils importants pour annexer de nouveaux territoires et, si elles ont lieu dans des régions développées, il peut y avoir d'autres ressources à exploiter ; selon le type de territoire possédé ou conquis, les possibilités d'accroître la puissance sont plus ou moins grandes, notamment en fonction de sa taille et des ressources qu'il contient ; les territoires qui disposent de régions portuaires et donc d'un accès aux océans présentent de grands avantages, car la navigation et le commerce maritime apportent différents bénéfices ; la présence dans des territoires libres tels que les mers et l'espace aérien est également importante.

Les ressources financières de l'État peuvent être obtenues par la domination extérieure (guerres, colonialisme, impérialisme), la domination intérieure (impôts, exploitation directe) et même par des prêts et le vol pur et simple ; pour obtenir de l'argent, l'État soutient les propriétaires des moyens de production, les banquiers et les grands hommes d'affaires. L'État peut tirer parti de ses propres ressources organisationnelles, notamment par la centralisation et l'administration rationnelle dans un souci d'efficacité ; sur le plan militaire, le nombre de soldats, la quantité et le niveau d'équipement, le degré de discipline et d'organisation, la qualité des commandants et le niveau d'engagement en faveur de l'État sont importants. Plus la population d'un État est importante, plus cette population soutient l'État et plus l'État peut maintenir sa gestion entre les mains d'une minorité, en donnant l'impression qu'il représente la majorité, plus la force de l'État est grande ; plus la population est importante signifie surtout plus de ressources financières et la possibilité d'augmenter l'armée avec des personnes qui, au moins en théorie, sont plus loyales envers l'État que des mercenaires ; le soutien de cette population est central et, pour cette raison, le patriotisme et la soumission des corps et des esprits des gouvernés deviennent fondamentaux ; garantir le contrôle de l'État par une minorité qui semble défendre les intérêts généraux, sinon augmente, du moins maintient la force de l'État, et c'est là que réside la valeur de la démocratie représentative.

Il est important de souligner que lorsque Bakounine parle d'augmentation de la force, il ne parle pas exclusivement de force brute, de coercition physique, de militarisme ; pour lui, la force implique des ressources qui vont au-delà : naturelles, financières, organisationnelles, humaines, etc. En d'autres termes, il s'agit d'un processus qui dépasse la sphère politique et englobe des éléments économiques et culturels. C'est pourquoi la notion de force utilisée ici a le sens de "force sociale", qui peut être obtenue de différentes manières, y compris, mais sans s'y limiter, par la coercition et les armes.

Néanmoins, le rôle de cet aspect coercitif ne doit pas être minimisé. Bakounine affirme que l'«Etat est précisément synonyme de *contrainte*, de domination par la force, camouflée si possible, au besoin brutale et nue.»²² Le monopole de la violence est donc un aspect décisif dans le maintien du statu quo, même s'il est déguisé : «l'Etat, n'importe quel Etat, même s'il revêt les formes les plus libérales et les plus démocratiques, est nécessairement fondé sur la suprématie, la domination, la violence, c'est-à-dire sur le despotisme, camouflé si l'on veut, mais alors d'autant plus dangereux.»²³ Cette coercition physique — qu'elle soit effectivement exercée par l'usage de la violence, ou qu'elle le soit potentiellement sous la forme d'une menace — est certainement l'un des moyens d'action les plus importants de l'État. Comme cela a été souligné, en plus de cette force stricto sensu, l'État investit dans des moyens qui font appel à la diplomatie et, ce qui est très important, à la légitimité.

"L'Etat c'est la force, et il a pour lui avant tout le droit de la force, l'argumentation triomphante du fusil à aiguille, du chassepot. Mais rhommeestsingulièrement fait que cette argumentation, tout éloquente qu'elle paraît, ne lui suffit pas à la longue. Pour lui imposer le respect, il lui faut absolument une sanction morale quelconque. Il faut de plus que cette sanction soit tellement évidente et simple qu'elle puisse convaincre les masses, qui, après avoir été réduites par la force de l'Etat, doivent être amenées maintenant à la reconnaissance morale de son droit."²⁴

Une telle sanction peut être garantie par l'Etat lui-même, qui forme une morale particulière, que Bakounine élucide ainsi : «Tout ce qui lui sert est bon, tout ce qui est contraire à ses intérêts est déclaré criminel, telle est la

22 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 220.

23 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 228.

24 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Éditions Stock, III, 127.

morale de l'Etat".²⁵ L'État joue un rôle fondamental dans la production et la reproduction de propositions discursives qui ont des effets moraux et qui évitent le recours permanent à la violence et donc l'érosion de l'État lui-même. La violence est inefficace si elle est utilisée en permanence. C'est pourquoi il est nécessaire de convaincre les masses que la situation de domination qu'elles vivent est normale, juste et bonne ; c'est la légitimité effective promue par l'Etat. Cette morale, qui prend des traits idéologiques, est, selon l'auteur, une force matérielle.

Avec la rationalisation progressive de la société, l'État promeut d'autres outils de légitimation, dont la démocratie représentative et le droit. Ce dernier, comme le souligne Berthier (2011b, pp. 69-73), est, dans la pensée bakouninienne, tout comme l'Etat lui-même, le résultat d'un conflit de forces entre classes et un outil central de légitimation pour les classes dominantes. Toutefois, cette légitimation de l'État s'appuie également sur des processus qui vont au-delà de la politique.

La domination dans tous les domaines

A ce stade, on comprend mieux pourquoi Bakounine lie directement l'Etat et la domination. Ce processus de recherche de l'accroissement du pouvoir de l'État et les différents types de domination seront alors mis en relation, ce qui sera brièvement discuté et conceptualisé à l'aide d'autres auteurs.

Comme nous l'avons vu, dans leur quête d'expansion de leur territoire et de leurs ressources, les différents États favorisent la conquête, qui "n'est pas seulement l'origine, elle est aussi le but suprême de tous les États, grands ou petits, puissants ou faibles, despotiques ou libéraux, monarchiques ou aristocratiques, démocratiques ou même socialistes".²⁶ Cette vocation impérialiste de l'État moderne n'est pas seulement à l'origine des guerres, mais aussi de la domination impériale/coloniale, effectivement exercée par un ensemble restreint d'États au détriment des autres, impliquant des privilèges économiques, politiques et culturels. Ce type de domination nationale, que l'on peut appeler plus généralement impérialisme, exercé par des États conquérants, peut être conceptualisé comme la "domination extérieure de la classe dirigeante d'un pays sur toutes les classes d'un autre pays". (Schmidt et van der Walt, 2009, p. 314)

25 Bakounine, *Le Principe de l'Etat*,

https://fr.wikisource.org/wiki/Le_Principe_de_l%27Etat

26 Bakounine, *Le Principe de l'État*, *La Société nouvelle*, année 12, tome 2, 1896,

https://fr.wikisource.org/wiki/Le_Principe_de_l%27Etat

L'État moderne est fondé, par sa vocation esclavagiste, non seulement en elle, dans la suprématie et dans le domaine de la violence, soit par la menace de son utilisation ou de son utilisation de fait. Cette relation entre l'État et la violence constitue les bases de la contrainte physique, "le plus ancien [type de domination] de l'histoire [qui] est présent, comme 'ultime ratio', dans pratiquement tous les systèmes de domination", se manifestant dans les "appareils policiers, répressifs" "organisations militaires modernes". (Errandonea, 1989, p. 95)

L'État cherche également à s'assurer que sa gestion reste concentrée sur une minorité. Bakounine caractérise l'État comme "le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée".²⁷ Cette scission de la société entre une minorité privilégiée qui gouverne et une majorité qui est gouvernée constitue un trait marquant de l'État moderne et une partie importante de sa vocation esclavagiste. Pour l'auteur, il y a non seulement séparation, mais contradiction entre l'ensemble restreint de personnes qui gèrent l'État et prennent les décisions politiques et un large éventail de personnes qui sont aliénées à leur égard et qui obéissent aux décisions qui les concernent, mais qui sont prises par d'autres. Cela, pour Bakounine, a une conséquence : "plus le joug qui pèse sur elles [les masses populaires] est écrasant, plus le peuple est dans l'impossibilité d'exercer un contrôle sur lui, plus l'administration du pays s'éloigne de la gestion par le peuple lui-même".²⁸ Plus l'État se renforce et monopolise le processus décisionnel, plus les gouvernés s'affaiblissent, compte tenu de l'impossibilité d'un gouvernement autonome sur eux-mêmes. On peut dire que cette scission minorité gouvernante / majorité gouvernée implique une domination politico-bureaucratique : "l'une des [domination] les plus durables historiquement et les plus importantes dans les régimes actuels" caractérisée par la capacité d'un groupe restreint "prendre les décisions qui affectent la société mondiale en général" sans son implication. (Errandonea, 1989, p. 95)

Ainsi, en ne tenant compte que de la sphère politique, on peut affirmer que l'existence et le fonctionnement de l'État moderne impliquent au moins trois types de domination : impérialisme, contrainte physique et domination politico-bureaucratique. Cependant, les domination liées à l'État ne se limitent pas à la sphère politique; elles concernent aussi la sphère économique et culturelle, principalement en raison de l'exploitation du travail et de l'aliénation culturelle, qui seront discutées ci-après.

Comme on le prétend, pour Bakounine, la fonction de l'État est d'assurer la domination de classe. L'exploitation du travail, qu'il assure

27 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 347.

28 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 244.

juridiquement et militairement, est l'un des privilèges les plus importants des classes dominantes qui ont besoin de l'État pour être maintenues. Par conséquent, l'un des objectifs de l'État moderne est

"l'organisation, à l'échelle la plus vaste, de l'exploitation du travail au profit du capital concentré dans un très petit nombre de mains.²⁹ [...] L'industrie capitaliste et la spéculation bancaire modernes ont besoin, pour se développer dans toute l'ampleur voulue, de ces grandes centralisations étatiques qui, seules, sont capables de soumettre à leur exploitation les millions et les millions de prolétaires de la masse populaire."³⁰

C'est ainsi qu'il soutient une dialectique État-exploitation, ou plus précisément État-capitalisme, où l'un a besoin de l'autre pour se développer. L'État constitue la seule institution capable de soumettre les masses à l'exploitation économique, en garantissant la propriété et les moyens de production en général et de l'extraction de la plus-value du travail en particulier. Bakounine affirme que la propriété et le capital signifient "le pouvoir et le droit, garantis et protégés par l'État, de vivre sans travailler", puisque "ni la propriété, ni le capital ne produisent absolument rien, lorsqu'ils ne sont pas fécondés par le travail", cela signifie "le pouvoir et le droit de vivre par le travail d'autrui", c'est-à-dire le droit "d'exploiter le travail de ceux qui, n'ayant ni propriété ni capitaux, sont forcés de vendre leur force productive aux heureux détenteurs de l'une ou de l'autre".³¹

L'exploitation du travail est un processus économique; ce concept "part de la notion qu'un individu ou une classe d'individus est obligé de travailler plus que nécessaire pour satisfaire leurs besoins fondamentaux; la raison en est que le surproduit apparaît d'un côté et que le travail et la richesse supplémentaire apparaissent de l'autre". (Errandonea, 1989, p. 29) On remarque, dans cette relation entre l'État et l'exploitation, l'influence soulignée par Bakounine sur la dynamique sociale du politicien par rapport à l'économique, renforçant une domination de caractère systémique. On peut également dire que les processus de conquête et les domination coloniales et impériales contribuent à l'exploitation économique, essentiellement par l'expropriation du travail des travailleurs des pays dominés.

Bakounine soutient que l'État moderne implique également un autre type de domination : l'"aliénation culturelle" (Errandonea, 1989), qui

29 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 210

30 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 211

31 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Éditions Stock III, p. 191.

implique un détachement de la connaissance de la réalité, des forces et des intérêts qui la composent. On a vu que l'un des moyens de légitimation de l'Etat moderne est le développement d'une "morale d'Etat". Fondée sur des croyances, des valeurs et appuyée sur une prétendue "raison d'Etat", cette morale vise à justifier et ainsi renforcer la domination de l'Etat, et tout ce qu'elle implique :

"Il n'est point d'horreur, de cruauté, de sacrilège, de parjure, d'imposture, d'infâme transaction, de vol cynique, de pillage effronté et de sale trahison, qui n'aient été ou qui ne soient quotidiennement accomplis par les représentants des Etats, sans autre excuse que ce mot élastique, à la fois si commode et si terrible : *la raison d'Etat !*"³²

Cette morale de l'Etat, souvent promue par le patriotisme, cache aux masses cette dure réalité de véritables crimes contre l'humanité, qui ont pour but de protéger les classes dominantes.

Opposée à la morale humaine, cette morale de l'Etat est diffusée principalement par deux moyens : la religion et l'école.

"Depuis leur origine et pendant toute l'existence des Etats", poursuit Bakounine, il y a toujours eu "un complément nécessaire", propagé par l'Eglise avec la religion, pour "légitimer et sanctifier leurs conquêtes et justifier les actes iniques, brutaux et violents et les plus monstrueuses cruautés," : la religion³³. Dans "l'Instruction intégrale" bakounine note encore que les écoles contribuent également à ce processus en stimulant chez les élèves, dès le plus jeune âge, les croyances et les valeurs conformes à cette morale d'Etat.

Enfin, l'Etat est un instrument politique qui se rapporte, dans toutes les sphères, à la domination; et plus encore, ces domination s'articulent :

"la richesse et la puissance, l'exploitation économique et l'oppression politique des masses, sont les deux termes inséparables du règne de l'idéalité divine sur la terre : la richesse consolidant et augmentant la puissance, la puissance découvrant et créant toujours de nouvelles sources de

32 Bakounine, *Fédéralisme, socialisme, antithéologisme*, Éditions Stock III. p. 152.

33 Bakounine, "Essence de la religion", *Libertà e Giustizia. Foglio settimanale democratico-sociale*, Naples, 3 et 4 novembre, 1 décembre 1867. DVD de l'IISG. Dans le texte de Bakounine, c'est la caste des prêtres qui est mentionnée.

richesses, et toutes les deux assurant, mieux que le martyr et la foi des apôtres, et mieux que la grâce divine, le succès de la propagande chrétienne.³⁴

On peut voir que l'Etat fonctionne comme un agent particulièrement important dans l'établissement de la domination à tous les niveaux, dans un processus d'interdépendance et de renforcement mutuel des différents types de domination. Par conséquent, le *modus operandi* de l'État, dans sa recherche de l'augmentation de la force pour assurer la domination de classe, implique la domination dans toutes les sphères. Certaines d'entre elles sont dirigées par l'État lui-même — comme l'impérialisme, la contrainte physique et la domination politico-bureaucratique — et d'autres sont garanties par lui, comme l'exploitation du travail, voire stimulées par lui, comme l'aliénation culturelle. Il est impossible de ne pas comprendre l'affirmation précédente selon laquelle "celui qui dit Etat, dit nécessairement domination".

Domination de classe et bureaucratie

En cherchant à comprendre le caractère de la domination d'État, Bakounine avait déjà remarqué, dans un contexte de domination économique bourgeoise, que l'État constitue une organisation visant à la domination de classe et au maintien de l'exploitation, en particulier de la part de la bourgeoisie : l'Etat moderne, a-t-il mis, permet "l'organisation, à l'échelle la plus vaste, de l'exploitation du travail au profit du capital concentré dans un très petit nombre de mains".³⁵ Ainsi, l'auteur constate que, à plusieurs reprises, la domination économique de la bourgeoisie finit par utiliser l'État pour se renforcer et que, en ce sens, l'État constitue un instrument politique bourgeois.

Pourtant, Bakounine a noté que l'Allemagne continuait à présenter en 1871 "le tableau étrange image d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie".³⁶ Il s'agissait d'une situation similaire à celle de la France, dans le contexte du coup d'État de Louis Napoléon en 1851; dans cette situation, "la crainte de la révolution sociale, l'horreur de l'égalité, le sentiment de ses crimes et la crainte de la justice populaire, avaient jeté toute cette classe déchu[e] [...] dans les bras de la dictature de Napoléon

34 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique* Éditions Stock III, p. 74

35 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 210

36 Bakounine, *Trois conférences* Éditions Stock V, p. 341

III³⁷. Bien que n'étant pas sous le contrôle de l'Etat, la plupart des bourgeois se sont engagés "exclusivement, sérieusement, à la grande affaire de la bourgeoisie, à l'exploitation du peuple", dans la tâche duquel ils furent "puissamment protégés et encouragés". Le maintien du statu quo opéré par l'Etat finit, en cette circonstance, par favoriser la bourgeoisie qui, bien que n'étant pas directement sous son commandement, put, avec la stabilité, développer largement ses affaires et prospérer davantage dans le domaine économique. Bien qu'elle ait porté préjudice à certains bourgeois individuellement, cette procédure a favorisé la bourgeoisie en tant que classe en général. (Cf. Newman, 2012)

Il a été démontré que l'Etat possède une nature dominatrice; cependant, le caractère de cette domination est de classe, mais pas exclusivement de la bourgeoisie. Pour Bakounine "l'Etat a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise; – classe bureaucratique à la fin."³⁸ Cette affirmation, à la fois succincte et complexe, nécessite une évaluation plus détaillée.

D'un point de vue historique, la première considération pertinente de Bakounine est que l'Etat, même s'il a toujours fonctionné comme instrument de domination de classe, n'a pas toujours été un Etat bourgeois; il ne constitua qu'une des formes historiques de l'Etat³⁹ La seconde considération est que la noblesse et le clergé, même si dans le processus d'émergence de l'Etat au XVI^e siècle ils sont passés à la position de soumission privilégiée, ont continué à jouir, dans les siècles suivants — plus ou moins, selon le moment — de l'instrument de l'Etat à la domination et ont continué à exister — également selon le contexte — comme classes dominantes. Depuis cette perspective historique, l'Etat, du XVI^e au XIX^e siècle, a donc été géré par des personnes liées à l'origine au clergé, à la noblesse, à la bourgeoisie, non sans intenses conflits.

Comprendre le passage "classe bureaucratique à la fin" implique de bien comprendre la théorie bakouninienne des classes sociales. À Bakounine, la domination politique de l'Etat est une domination de classe, non seulement

37 *Ibid*, 353-354.

38 Bakounine, Lettre aux Internationaux du Jura, Éditions Stock I, p. 226.

39 Comme le souligne Bakounine dans son analyse historique ("Trois conférences aux ouvriers du val de Saint-Imier"), l'Etat moderne s'est formé au XVI^e siècle et la bourgeoisie, depuis le début de son ascension au XIV^e siècle jusqu'à la Révolution française au XVIII^e siècle, a été opprimée par l'Etat. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là qu'elle a commencé à l'utiliser plus constamment en sa faveur. Même après la Révolution française, comme le montrent les cas de la France et de l'Allemagne mentionnés plus haut, cette relation entre l'Etat et la bourgeoisie ne peut être maintenue directement et durablement.

par cette relation directe avec les classes dominantes en général, mais parce qu'il a lui-même la capacité structurelle de produire une autre classe dominante : la bureaucratie. (Cf. Leval, 2001) Pour l'auteur, les critères politiques sont incorporés dans la définition même des classes sociales et dans leur manière de réaliser la stratification sociale.

En discutant des critères pour la définition des classes sociales, Bakounine met en avant comme fondement principal les notions de domination et de privilège. Grâce à l'importance de la sphère économique dans la dynamique sociale, les dominations et les privilèges économiques constituent des critères fondamentaux dans cette conceptualisation : "la propriété exclusive de la terre", privilège de la noblesse de son temps, et "le monopole des capitaux et des entreprises tant industrielles que commerciales", privilège de la bourgeoisie de son époque, constituent les fondements des dominations économiques tant des propriétaires des moyens de production et de distribution par rapport aux travailleurs salariés de la ville et de la campagne que des propriétaires fonciers par rapport aux paysans fermiers ou même petits propriétaires; La différence entre riches et pauvres, fondée sur la propriété du capital, implique également un autre privilège économique important et contribue à la domination de classe. La propriété des moyens de production, y compris la terre, la distribution et le capital implique, selon l'auteur, "l'exploitation du travail asservi, ou forcé par la faim, des masses populaires" et accroît ainsi l'inégalité sociale, Les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.⁴⁰

Cependant, les critères économiques ne sont pas les seuls dans cette conception. La bureaucratie, poursuit Bakounine, constitue une "classe d'hommes [...] privilégiés" qui possède "la solidarité avec les intérêts de l'Etat" et, par conséquent, se consacre "corps et âme à sa prospérité et à son existence" en raison du contrôle de son administration et de tout ce que cela implique. Il souligne également "le développement artificiel et forcé de la stupidité des masses populaires"⁴¹, privilège du clergé de son temps, en fonction de sa capacité à promouvoir une certaine compréhension du monde. Pour Bakounine, un autre critère capable de renforcer cette vision de la réalité est la "différence d'instruction et d'éducation", qui peut aider la domination de classe, dans laquelle "une masse d'esclaves" est subjuguée par "un petit nombre de dominateurs". De cette façon, l'auteur souligne, en plus des critères économiques, d'autres qui sont pertinents pour sa définition des classes sociales : la propriété des moyens d'administration, de

40 Bakounine, "La Russie - la question révolutionnaire dans les pays russes et en Pologne". Fragment, 1868, Amsterdam, IISG, Archives Bakounin.

41 *Ibid.*

contrôle et de coercition, ainsi que la propriété des moyens de production de la connaissance.⁴²24

Dans les grandes lignes, les privilèges économiques impliquent l'exploitation du travail, les privilèges politiques impliquent la domination politico-bureaucratique et la contrainte physique, et les privilèges culturels impliquent l'aliénation culturelle.

La lutte des classes se manifeste dans les rapports sociaux particuliers entre différents acteurs en fonction de leur position dans la structure sociale : travailleurs et patrons, paysans et propriétaires fonciers, etc. Cependant, sa manifestation la plus pertinente se situe dans les relations sociales générales, formées par deux grands groupes de dominants et de dominés, qui vont au-delà de la structure sociale et impliquent également les intérêts et la position adoptés dans le conflit. En partant d'un univers historique-conjoncturel concret particulier dans l'Europe du 19^e siècle, Bakounine établit un modèle théorique, et donc plus abstrait et général, qui propose de réduire l'ensemble des classes sociales concrètes de son époque à deux ensembles plus larges :

"Toutes ces différentes existences politiques et sociales se laissent aujourd'hui réduire à deux principales catégories, diamétralement opposées l'une à l'autre, et ennemies naturelles l'une de l'autre : les *classes politiques*, composées de tous les privilégiés tant de la terre que du capital, ou même seulement de l'éducation bourgeoise, — et les *classes ouvrières* déshéritées aussi bien du capital que de la terre, et privées de toute éducation et de toute instruction."⁴³

Bien que cette citation n'inclue pas tous les critères utilisés par l'auteur dans sa définition des classes, elle montre que les classes sociales concrètes d'un contexte donné peuvent être réduites à deux ensembles, qui sont en

42 Si l'on prend en compte le XIX^e siècle analysé par Bakounine, les classes dominantes - ou "classes privilégiées" / "classes supérieures", comme il les appelle généralement - comprenaient : la noblesse / les latifundiaires (propriétaires de la terre), la bourgeoisie (propriétaires des moyens de production et du capital), la bureaucratie (propriétaires des moyens d'administration, de coercition et de contrôle) et le clergé (propriétaires des moyens de production du savoir). Les classes dominées comprennent: le prolétariat des villes et des campagnes (salariés), la paysannerie (métayers ou petits propriétaires) et les marginaux (chômeurs, mendiants, miséreux, illettrés, voleurs, etc.). Il existe évidemment des fractions de classes et des "zones grises" qui se situent entre ces grandes catégories.

43 Bakounine, *Fédéralisme, socialisme, antithéologisme*, Éditions Stock I, p. 24.

conflit permanent. Ils sont ici appelés les “classes politiques” et les “classes ouvrières”, mais pourraient être nommées plus adéquatement de classes dominantes et de classes dominées, de classes supérieures et de classes inférieures, de classes privilégiées et de classes dépossédées.

La base de cette réduction n'est pas la centralité de ces catégories à un moment historique déterminé ni leur perspective d'évolution future, mais les intérêts de classe et le rôle joué par ces classes dans cette lutte de classes plus générale. Ce conflit permanent fondé sur la position structurelle des agents, mais renforcé par leur conscience et leurs actions, constitue le concept bakouninien de lutte des classes.

La bureaucratie est une classe sociale de base politique composée d'une minorité privilégiée qui possède la propriété des moyens d'administration, de contrôle et de coercition de l'État. Il s'agit, comme le souligne Bakounin, d'un “un corps de politiciens, privilégiés de fait, non de droit, et qui en se vouant exclusivement à la direction des affaires publiques d'un pays finissent par former une sorte d'aristocratie ou d'oligarchie politique”⁴⁴ Ses privilèges — la propriété du pouvoir, le monopole des prises de décision politiques — sont toujours appréciés par une minorité, car les majorités ne rentrent pas dans l'État; ils sont des aspects importants de la bureaucratie et constituent les bases de la domination qu'elle exerce.⁴⁵

Au fur et à mesure que l'Etat moderne émerge et se renforce, il se conforme à la bureaucratie, qui, bien que provenant de classes différentes, donne sens et contenu à l'État lui-même, et commence à défendre les intérêts de l'État lui-même, en établissant ses propres intérêts comme classe par partie, justifiées par la nécessité d'une administration rationnelle du politique. La propriété des moyens d'administration, de contrôle et de coercition de l'Etat, outre les avantages politiques liés au pouvoir, implique également des avantages économiques pour les membres de la bureaucratie, qui peut être plus ou moins temporaire, constituée par l'hérédité, du recrutement exclusif parmi certaines couches sociales ou élu “démocratiquement” parmi la population.

44 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Éditions Stock III, p. 54

45 Berthier (2011a, p. 72) complète cette définition en s'appuyant sur l'analyse de la bureaucratie allemande par Bakounine : "La bureaucratie est d'abord une émanation de l'État, sa base sociale, la couche qui entretient l'illusion de la rationalité et de la nécessité de l'État. C'est elle qui fait de l'État une réalité, un pouvoir effectif qui lui donne un contenu. La bureaucratie incarne l'idée de l'État en même temps qu'elle en est l'appareil. [...] La bureaucratie finit par se confondre avec l'État, avec sa cascade de hiérarchies constituant ce que Bakounine appelle le 'corps sacerdotal de l'État'."

Berthier (2011a, p. 72) souligne que “la bureaucratie peut avoir tendance à s’autonomiser par rapport à l’État, tout comme l’État tend à s’autonomiser par rapport à la société”. Cette tendance à l’autonomisation de la bureaucratie se forge toujours en une tension permanente avec la dynamique des relations entre l’État et la société civile en général, et entre l’État et les classes sociales en particulier. Dans une perspective structurelle, il existe une tension constante, plus latente ou manifeste, entre la classe d’origine des membres de la bureaucratie et la classe bureaucratique elle-même. Ses intérêts, bien qu’ils ne proviennent pas mécaniquement de sa position structurelle, sont certainement influencés par elle et, dans ce processus, la tension entre la classe d’origine et la bureaucratie se révèle pertinente. Indépendamment de ce conflit, la classe bureaucratique tend à développer ses propres intérêts, même si elle cherche à les concilier avec d’autres.

Dans l’analyse historique de l’État, Bakounine souligne dans “Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier”⁴⁶ qu’il s’établit comme un instrument de domination de classe et comme résultat du conflit de classes. Dans ce processus se forge un certain *modus operandi* qui implique une domination généralisée et avec laquelle la bureaucratie est directement liée. Bakounine souligne que lorsque les gens se mettent à administrer l’État, “l’inflexible logique de leur condition et autres impérieuses raisons dictées par certaines considérations d’ordre hiérarchique et d’intérêt politique prennent le dessus”, car “les exigences d’une certaine situation sont toujours plus fortes que les sentiments, les arrière-pensées et les bonnes intentions”.⁴⁷ Au fil du temps, la structure de l’État se renforce et devient en mesure de poursuivre les relations de domination, car elle parvient dans une large mesure à façonner les intérêts de ses membres et à les conformer en une classe sociale à part. La structure de l’État a été créée pour assurer la domination de classe et le reste, indépendamment de la volonté des membres de la bureaucratie, indépendamment de leurs classes d’origine. “Une fois intégrés dans cette classe [classe bureaucratique]”, poursuit l’auteur, ces agents “deviennent d’une manière ou d’une autre des ennemis du peuple”. Même s’ils ne le veulent pas, les agents de la bureaucratie sont condamnés à promouvoir la domination, car ils donnent corps à une structure essentiellement dominatrice.

La bureaucratie a une existence relativement autonome par rapport aux autres classes dominantes. La raison d’être de l’État étant la défense des intérêts des classes dominantes, comme le souligne Angaut, l’action de la

46 https://fr.wikisource.org/wiki/Trois_conf%C3%A9rences_faites_aux_ouvriers_du_Val_de_Saint-Imier

47 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 243.

bureaucratie peut se faire de manière distincte, dans sa relation avec les autres classes dominantes :

"Dans le premier, l'État défend les intérêts d'une des trois classes socialement dominantes (noblesse foncière, bourgeoisie ou clergé) en excluant ceux du reste de la société : selon le cas, l'État prendra la forme d'une monarchie féodale, d'un régime constitutionnel censitaire ou d'une théocratie. Dans le second cas, qui semble le plus fréquent, voire le plus déterminant pour la formation de l'État, les trois classes dominantes sont unies contre les populations qu'elles exploitent." (Angaut, 2005, p. 436)

Ainsi, la bureaucratie se rattache aux autres classes dominantes de deux manières : l'une, moins fréquente, lorsqu'elle défend simplement les intérêts de l'une d'entre elles, comme dans les cas posés et, aussi, dans le cas de l'État bourgeois; l'autre, plus souvent, lorsque la bureaucratie s'ajoute à elles pour établir une domination concertée sur les classes opprimées de manière générale et qui a une base non seulement économique ou même politique, mais sociale, impliquant toutes les formes de domination précédemment discutées.

Un autre aspect important est que Bakounine reconnaît que, dans sa dynamique, l'État défend parfois les intérêts des dépossédés par rapport aux privilégiés : il y a des périodes où "le gouvernement devient encore plus hostile aux classes privilégiées qu'au peuple". Son "instinct de conservation"⁴⁸ finit par l'obliger, dans certains cas, à contrer la logique de la domination de classe; mais "ces périodes ne durent pas longtemps, car le gouvernement, quel qu'il soit, ne peut exister sans les classes et celles-ci sans le gouvernement"⁴⁹.

48 Bakounine, *La science et la question vitale de la Révolution*, mars 1870. Ed. Champ libre, VI, 283.

49 Selon Angaut (2005, p. 437), cela se produit dans certaines circonstances lorsque la bureaucratie, en faisant de l'État le médiateur des conflits de classe, s'attaque aux intérêts des autres classes dominantes au nom de la garantie de la continuité à long terme de la domination de classe. Ce n'est pas parce que l'État a intérêt à défendre les classes dominées, mais parce qu'il doit garantir le fonctionnement du système. C'est pourquoi, dans certaines situations, il s'attaque aux intérêts des classes dominantes, qu'il s'agisse de l'ensemble des classes dominantes, de l'une d'entre elles ou de certains de leurs membres en particulier.

Tendance à la conservation

L'État tend à rester un instrument politique de domination de classe et la bureaucratie tend à se maintenir comme classe dominante, surtout si la domination au niveau systémique et structurel perdure.

On a vu que l'Etat fait partie d'une dynamique sociale plus large et qu'il se rapporte dialectiquement à l'économie et à la culture. Il a également été dit que Bakounine considère que le renforcement du capitalisme implique un renforcement correspondant du pouvoir d'État : "l'industrie capitaliste et la spéculation bancaire modernes ont besoin, pour se développer dans toute l'ampleur voulue, de ces grandes centralisations étatiques".⁵⁰ Dans ce mouvement dialectique entre l'économie et la politique, entre le capitalisme et l'État, il y a un renforcement mutuel, dans lequel l'une des parties, tout en se renforçant, est renforcée par l'autre. Bakounine identifie également un processus similaire avec la culture : "un véritable culte du pouvoir d'Etat, culte qui a peu à peu engendré une doctrine et une pratique bureaucratiques"⁵¹ devient un facteur légitimant important de l'existence de l'Etat.

Comme l'État contribue au développement et à la diffusion de ces idées, on peut dire que l'État finit aussi par renforcer et se renforcer par ces aspects de construction d'une hégémonie culturelle étatique.

Ainsi, les dominations systémiques et structurelles promues par le système capitaliste-étatiste ne sont pas seulement liées, mais se renforcent mutuellement. Étant donné que l'État en est venu à fonctionner comme un outil garantissant la souveraineté nationale et le maintien de l'ordre, il est devenu un agent central de la garantie de la domination de classe. Dans la mesure où cette domination est maintenue, quelles que soient les classes dominantes, l'État tend à rester l'agent qui la garantit. Une telle organisation, selon l'auteur, ne cherche pas à se détruire ou à subir des attaques mortelles de la part des classes dominantes. Même s'il existe des conflits entre la bureaucratie et les autres classes dominantes, aucune d'entre elles ne peut promouvoir l'abolition de l'État, sous peine de voir leur domination de classe prendre fin.

Pour Bakounine la loi suprême de l'État, c'est l'augmentation de sa puissance au détriment de la liberté intérieure et de la justice extérieure. Il tend à se conserver en fonction des intérêts des classes dominantes en général. La bureaucratie a un intérêt direct à la perpétuation de l'État et à son statut de classe afin de maintenir ses privilèges. Ainsi, Bakounine affirme que l'État garantit en même temps "la domination systématique et

50 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 211.

51 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 286.

légale des classes sur le peuple exploité par elles”, et vise également à “la protection de ses privilèges particuliers et de l’oligarchie qui le compose”.⁵² Selon lui, “le premier objectif concerne l’intérêt général des classes privilégiées” et le second “ne va pas au-delà de la vanité et des privilèges personnels des gouvernants”. Le maintien de l’État et de la bureaucratie est donc directement lié aux intérêts et privilèges des classes dominantes en général et de la bureaucratie en particulier. Cette dernière doit se protéger en tant que classe et renouveler les conditions pour pouvoir maintenir sa domination et ainsi ses propres privilèges.

Lorsqu’il parle des intérêts et de la vanité des bureaucrates, l’auteur évoque un autre thème essentiel qu’il a abordé, qu’on pourrait appeler, selon la terminologie de Gaston Leval (1976, p.221), “psychologie dominatrice”. La mise en place de la bureaucratie a un effet structurel sur la personnalité des bureaucrates, amenant leurs sentiments à fonctionner en accord avec leur position privilégiée.

"Quels que soient leurs sentiments et leurs intentions démocratiques, de la hauteur où ils se trouvent placés ils ne peuvent considérer la société autrement que comme un tuteur considère son pupille. Mais entre le tuteur et le pupille l'égalité ne peut exister. D'un côté, il y a le sentiment de la supériorité, inspiré nécessairement par une position supérieure ; de l'autre, celui d'une infériorité qui résulte de la supériorité du tuteur, exerçant soit le pouvoir exécutif, soit le pouvoir législatif."⁵³

Ainsi, la bureaucratie étatique intègre progressivement ces sentiments de supériorité, qui finissent par en stimuler d'autres, liés à l'ambition et à la vanité, et qui contribuent au désir des bureaucrates de maintenir leur position, à la fois en tant que classe qui gère l'État et en tant que couche qui compose la bureaucratie. Les sentiments suscités par la position supérieure dans la hiérarchie sociale, en particulier la fierté d'un statut différencié, ont des effets psychologiques réels et augmentent les chances que les bureaucrates soutiennent la continuité de la structure systémique de domination. Bakounine souligne encore que plus le manque d'opposition et

52 Bakounine, *La science et la question vitale de la Révolution*, mars 1870. Ed. Champ libre, VI, 283.

53 Bakounine, *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Petersbourg*, *Œuvres*, Texte établi par James Guillaume, P.-V. Stock (Bibliothèque sociologique, N° 38), 1907, Tome II, p. 38.

de contrôle est grand, plus la corruption psychologique des bureaucrates s'aggrave.

Abolition de l'État

La stratégie révolutionnaire bakouninienne s'appuie dans une large mesure sur sa théorie de l'État. Selon lui, l'État implique une domination généralisée, cette domination est une domination de classe, la bureaucratie est une classe dominante et l'État et la bureaucratie tendent à la conservation. Bakounine affirme que, quelles que soient les personnes à la tête de l'État, cette logique continue à se reproduire ; en d'autres termes, la domination de classe, la domination politique externe et interne, le renforcement d'autres dominations et la tendance à la conservation se poursuivent. C'est pourquoi un processus qui promeut le socialisme et l'émancipation doit inévitablement passer par l'abolition de l'État. La liberté et l'égalité ne peuvent être pleinement réalisées que par une révolution sociale qui met fin à la domination en général et à la domination de classe en particulier ; ce qui implique donc la fin du capitalisme, des classes sociales et de l'État.

C'est sur la base de ce raisonnement que l'auteur critique durement les stratégies étatiques, en particulier celles du camp socialiste. Pour lui, il est impossible d'arriver au socialisme et à l'émancipation populaire par la prise d'État. On peut dire sans exagérer que pour Bakounine, occuper l'État pour promouvoir l'émancipation sociale des travailleurs revient à devenir patron pour tenter de mettre fin à l'exploitation du travail.

Tout d'abord, parce que l'État est, par définition, un organisme de minorités et qu'il est donc impossible pour les classes opprimées en général, et même pour le prolétariat en tant que classe, de s'emparer de l'État. Pour Bakounine (*Étatisme et anarchie* 2003a, p. 212), les majorités n'ont pas leur place dans l'État ; parler de "prolétariat organisé comme classe dominante" impliquerait "que celui-ci sera tout entier à la direction des affaires publiques" et ainsi, "il n'y aura pas de gouvernement, il n'y aura pas d'État".⁵⁴ Un organisme politique de majorités, qui se termine par la scission entre minorité gouvernante et majorité gouvernée, quel qu'il soit, ne constitue plus un État.

Deuxièmement, d'un point de vue assez matérialiste, Bakounine rappelle : "n'oublions jamais que les positions et les nécessités qu'elles imposent sont toujours plus puissantes que la haine ou la mauvaise volonté des individus". Pour lui, si l'État constituait "un parlement exclusivement composé d'ouvriers, ces ouvriers, qui sont aujourd'hui de fermes démocrates

54 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 346

socialistes, deviendraient après-demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs, des exploités".⁵⁵ En effet, ils deviendraient une classe bureaucratique et ils auraient tendance à abandonner leurs intérêts de classe précédents pour se concerter avec d'autres classes dominantes dans le processus de domination généralisée auquel il est lié à l'existence même de l'État.

L'auteur affirme également que, même avec la fin d'autres classes, si l'État continuait à exister et à nationaliser les moyens de production, l'État créerait par lui-même une seule classe dominante, la bureaucratie, qui tendrait à maintenir la domination dans la société. Position soutenue dans son débat avec les marxistes et les lassaliens :

"Ainsi, sous quelque angle qu'on se place pour considérer cette question, on arrive au même résultat exécrationnel: le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. Mais cette minorité, disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'État, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner."⁵⁶

Il y a enfin des éléments pour comprendre pleinement l'affirmation antérieure de l'auteur, que "l'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise; classe bureaucratique à la fin."⁵⁷ Quand il se réfère à la "classe bureaucratique à la fin", il oppose la possibilité d'une possible prise d'État par les socialistes, en avertissant que si cela se produisait, un secteur des travailleurs deviendrait une classe bureaucratique et continuerait la domination dans la société, en modifiant certains de ses motifs. La domination des travailleurs de la campagne et de la ville, des paysans, des pauvres en général, cependant, au cœur du processus, serait poursuivie. Et même si l'on soutenait, discursivement, que ce serait un processus temporaire, de transition, la tendance au maintien de l'État et de la

55 Bakounine, *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Petersbourg*, p. 39.

56 Bakounine, *Étatisme et anarchie* 347

57 Bakounine, "Aux compagnons de l'Association Internationale des Travailleurs du Locle et de la Chaux-de-Fonds", Éditions Stock, IV, p. 211

bureaucratie, renforcée par la continuité de la domination, transformerait le provisoire en définitif et l'Etat n'aurait jamais de fin.⁵⁸

Bakounine n'a pas eu à attendre la Commune de Paris de 1871 pour souligner, cinq ans avant elle, la nécessité de "abolition, dissolution et banqueroute morale, politique, judiciaire, bureaucratique et financière de l'État tutélaire, transcendant, centraliste, doublure et *alter ego* de l'Église",⁵⁹ et prétendre que "La base de toute organisation politique d'un pays doit être la commune absolument autonome, représentée toujours par la majorité des suffrages de tous les habitants — hommes et femmes à titre égal — majeurs"⁶⁰. Après l'expérience communale, Bakounine a affirmé son soutien à l'expérience révolutionnaire française en soulignant : "Je suis un partisan de la Commune de Paris [...] surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée, de l'État."⁶¹

Selon la théorie bakounine de la révolution, un processus de transformation sociale devrait extrapoler le modèle de révolution politique qui impliquait le simple échange des dirigeants de l'Etat et la continuité de la domination, et avancer vers une révolution sociale, qui devait modifier non seulement la structure économique de la société — en socialisant la propriété et en mettant fin à l'exploitation du travail dans les villes et les campagnes -, mais aussi abolir l'État, l'Église et les classes sociales elles-mêmes, en favorisant un modèle populaire constructif capable d'établir un fédéralisme libertaire dans toutes les sphères sociales.

"C'est précisément à ce système antique de l'organisation par la force que la Révolution sociale doit mettre un terme en rendant leur pleine liberté aux masses, aux groupes, aux communes, aux associations, aux individus mêmes, et en

58 Ce n'est pas un hasard si le processus issu de la révolution russe de 1917 s'est orienté dans cette direction. Ce n'est pas non plus le cas de tous les processus de révolutions communistes menés au cours du 20e siècle qui ont connu le même sort. Certains éléments permettent d'affirmer que l'histoire du XXe siècle a prouvé la justesse et la précision de la théorie de l'État de Bakounine, au détriment des théories marxistes et même marxistes. Cela semble un bon argument pour réfuter la thèse selon laquelle Bakounine était un homme d'action et non un théoricien de valeur.

59 Bakounine, 1866. – Le Catéchisme révolutionnaire. – Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. https://fr.wikisource.org/wiki/Cat%C3%A9chisme_r%C3%A9volutionnaire

60 *Ibid.*

61 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, préambule pour la seconde livraison, Éditions Stock, IV, p. 253.

détruisant, une fois pour toutes, la cause historique de toutes les violences, la puissance et l'existence même de l'État, qui doit entraîner dans sa chute toutes les iniquités du droit juridique avec tous les mensonges des cultes divers, ce droit et ces cultes n'ayant jamais été rien que la consécration obligée, tant idéale que réelle, de toutes les violences représentées, garanties et privilégiées par l'État."⁶²

La Commune, telle que l'auteur l'a comprise, notamment grâce à l'influence des internationalistes liés à l'Association internationale du travail, allait dans ce sens jusqu'à ce qu'elle soit écrasée par l'État ; c'était une révolution sociale qui était en train d'abolir complètement l'État et de le remplacer par des organisations de base et des organisations fédéralistes. Non seulement la Commune n'a pas changé la théorie de la révolution de Bakounine, mais elle l'a renforcée ; elle lui a semblé être le bon moyen d'atteindre la liberté et l'égalité totales.

* * * * *

La logique de l'Etat chez Bakounine.....	.1
Accroissement de la force et domination de classe.....	5
La domination dans tous les domaines.....	.11
Domination de classe et bureaucratie.....	.15
Tendance à la conservation.....	.22
Abolition de l'État.....	.24

62 *Ibid.* p. 261-262